

**2009**

**Mitec Telecom Inc.**

**Rapport du Deuxième Trimestre**

**Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008**



## Rapport de gestion

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations en Californie et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours des période de trois mois et six mois terminées le 31 octobre 2008 (deuxième trimestre de l'exercice 2009). Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008 en comparaison avec la période de trois mois terminée le 31 octobre 2007 (deuxième trimestre de l'exercice 2008).

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2008. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 25 novembre 2008. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme « anticiper », « prévoir », « estimer », « évaluer », « projeter », « planifier » et « croire ». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique « Risques et incertitudes » de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 24 juillet 2008.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

## **APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

Avant leur publication, les états financiers consolidés intermédiaires de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

## **PROFIL**

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans fil (« Télécommunications ») et les communications par satellite et terrestres (« Communications par satellite »).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données et finalement, les communications multimédias.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« TTPO »). Le secteur génère aussi des produits des applications des amplificateurs de puissance pour les communications commerciales et militaires ainsi que les systèmes radar.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, Québec (Canada) et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et Poway, Californie (États Unis). Au 31 octobre 2008, la Société comptait 321 employés à l'échelle mondiale.

## **FAITS SAILLANTS**

Le 13 novembre, la Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications. Cette entente a également le potentiel d'atteindre un niveau de revenus égal à celui que la Société a connu jusqu'à maintenant dans le secteur sans-fil pour les prochaines années

Le 19 septembre, la Société a annoncé qu'elle avait prolongé la date d'expiration de 4 650 000 de ses droits de souscriptions d'actions ordinaires jusqu'au 3 avril 2009, soit une période additionnelle de 6 mois, compte tenu de la forte période de turbulence que connaissaient les marchés financiers.

## **PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES**

Le tableau suivant, obtenu à partir des états financiers trimestriels non vérifiés de la Société, présente les principales informations financières pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 31 octobre 2008 et 2007 :

	<b>T2</b> <b>exercice</b> <b>2009</b>	T2 exercice 2008	<b>Cumul</b> <b>exercice</b> <b>2009</b>	Cumul exercice 2008
<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>				
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	<b>10 568</b>	7 978	<b>25 499</b>	15 581
Bénéfice brut	<b>2 366</b>	1 697	<b>5 532</b>	3 760
Frais de vente et d'administration	<b>1 714</b>	1 582	<b>3 248</b>	3 047
Frais de recherche et de développement	<b>1 136</b>	1 129	<b>2 149</b>	2 136
Perte nette pour la période	<b>(1 195)</b>	(2 341)	<b>(1 140)</b>	(3 319)
Perte nette par action – de base et diluée	<b>(0,01)</b>	(0,01)	<b>(0,01)</b>	(0,02)
Total de l'actif			<b>39 230</b>	38 864
Dette à long terme			<b>172</b>	589
Débitures convertibles			<b>885</b>	1 523
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme			<b>5 255</b>	4 252

## RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009 a atteint 10,6 millions \$, reflétant une augmentation de 32 % en regard de la même période il y a un an. La hausse du chiffre d'affaires de la Société est imputable à l'augmentation significative de la demande pour les produits de télécommunications sans fil reliés au déploiement de réseaux en Asie et en Europe de l'Est. Les livraisons du secteur Télécommunications ont augmenté de 1,9 million \$, ou de 86 %, pendant le deuxième trimestre, comparativement à la même période l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par un niveau élevé de ventes reliées au déploiement de réseaux de télécommunications sans fils dans les pays émergents et d'Asie. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 61% du total du chiffre d'affaires, a connu une augmentation de 0,7 million \$, ou 12%, à 6,5 millions \$ comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2008. Le chiffre d'affaires tiré du secteur des communications par satellite a bénéficié d'un volume de ventes supérieures du marché militaire pour les produits de Keragis ainsi qu'à une demande plus grande pour les produits TTPO.

<b>Chiffre d'affaires</b> <i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2009</b>				2008		2007	
	<b>T2</b>	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Télécommunications</b>	<b>4 073</b>	10 394	5 360	4 362	2 189	2 973	2 015	2 641
<i>% du total du chiffre d'affaires</i>	<b>38,5%</b>	69,6%	49,8%	44,4%	27,4%	39,1%	26,0%	30,9%
<b>Communications par satellite</b>	<b>6 495</b>	4 537	5 406	5 467	5 789	4 630	5 742	5 895
<i>% du total du chiffre d'affaires</i>	<b>61,5%</b>	30,4%	50,2%	55,6%	72,6%	60,9%	74,0%	69,1%

Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008, le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 25,5 millions \$, une hausse significative de 64 % en regard du chiffre d'affaires de 15,6 millions \$ pour la même période de l'année précédente. Cette augmentation provient principalement du secteur Télécommunications qui a connu une croissance importante de la demande pour les produits RF ainsi que les amplificateurs de puissance afin d'assurer la couverture sans fil dans la ville et les environs de Beijing reliée à la présentation des jeux olympiques d'été de 2008. Une hausse de la demande dans le secteur Communications par satellite suivant le lancement de nouveaux produits ainsi qu'une meilleure pénétration des produits de Keragis ont aussi contribué à la hausse du chiffre d'affaires.

### Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009 a augmenté de 0,7 million \$ passant de 1,7 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2008 à 2,4 millions \$. La marge brute du secteur Télécommunications a connu une hausse d'approximativement 0,2 million \$ passant d'une marge de 0,3 million \$ pour la même période l'année dernière à un peu moins de 0,6 million \$ pour la présente période. Cette performance est le résultat de ventes plus importantes des nouvelles technologies dans l'équipement de conditionnement RF sur le marché asiatique. Pour la période de six mois, le bénéfice brut de la Société pour le secteur Télécommunications a été de 18 %, ou 2,4 millions \$, soit plus du double que celui enregistré de 1,1 million \$ au cours de la même période l'année précédente.

Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a connu une augmentation de 0,4 million \$, passant de 1,4 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2008 à 1,8 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2009. Le bénéfice brut est passé de 23 % à 28 % au deuxième trimestre en raison principalement des économies réalisées au niveau des sites de production ainsi que par la contribution positive de Keragis. Pour la période de six mois, le bénéfice brut a augmenté légèrement à 2,9 millions \$, ou 26% du chiffre d'affaires du secteur Communications par satellite, comparé à 2,7 millions \$ enregistré au cours de la même période l'année précédente.

<b>Bénéfice brut</b> <i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2009</b>					<b>2008</b>		<b>2007</b>
	<b>T2</b>	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Télécommunications</b>	<b>571</b>	2 087	903	867	345	737	543	(27)
<i>% du chiffre d'affaires de ce secteur</i>	<b>14,0%</b>	20,1%	16,8%	19,9%	15,8%	24,8%	(37,%)	(37,0%)
<b>Communications par satellite</b>	<b>1 795</b>	1 081	1 496	1 091	1 352	1 327	2,038	1 879
<i>% du chiffre d'affaires de ce secteur</i>	<b>27,6%</b>	23,8%	27,7%	20,0%	23,4%	28,7%	35,5%	31,9%

#### **Frais de recherche et développement**

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009 sont demeurés inchangés à 1,1 million \$ lorsque comparés à la même période l'année dernière. La Société a investi largement dans les programmes de développement reliés à la diffusion HPA ainsi que dans les applications de Keragis. Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008, les dépenses cumulées de R et D ont atteint 2,1 millions \$, représentant 8% du total du chiffre d'affaires, alors que, pour la même période l'année précédente, un montant de 2,1 millions, ou 14% du chiffre d'affaires avait été enregistré.

#### **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009 ont augmenté de 8 %, passant de 1,6 million \$ à 1,7 million \$. L'augmentation est le résultat de déménagement du siège social et du site principal de fabrication localisé à Montréal. Pour la période de six mois, les frais de vente et d'administration ont atteint 3,2 millions \$ contre 3,0 millions \$ enregistré l'année précédente en baisse de 7% suite à la rationalisation des dépenses administratives.

#### **Perte nette**

La perte nette pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009 s'est établie à 1,2 million \$, ou 0,01 \$ par action, comparée à une perte nette de 2,3 millions \$, ou 0,01 \$ par action, pour le même trimestre de l'exercice 2008. La réduction de la perte nette net est largement imputable à l'augmentation des ventes obtenues dans les pays émergents. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation a eu un léger effet sur le résultat par action pour la période actuelle.

#### **Bénéfice avant intérêts, impôts, taxes et amortissement**

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR canadiens, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et

sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR et peut ne pas être comparable à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente la réconciliation entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres, il présente de plus le BAIIA ajusté.

<i>(En milliers de dollars)</i>	2009				2008			2007
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Profit (perte) découlant des activités poursuivies	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)	(977)	(1 133)	(2 555)
Impôts sur les bénéfices	(14)	(14)	(97)	—	—	—	814	—
Amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	972	753	1 305	1 248	823	769	873	1 075
Intérêts	65	37	36	302	78	24	17	59
BAIIA découlant des activités poursuivies	(172)	831	(507)	198	(1,440)	(184)	571	(1 421)
Effet des coûts de restructuration, taux de change et rémunération à base d'actions	(95)	94	472	(297)	930	293	850	658
Effet du recouvrement des crédits d'impôts non remboursables	—	—	—	—	—	—	(814)	—
BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies	(267)	925	(35)	(99)	(510)	109	606	(763)

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie générés provenant des activités d'exploitation se sont améliorés de 317 % passant de 0,5 million \$ au deuxième trimestre de l'année précédente à 2,2 millions \$ pour le trimestre courant. L'augmentation du chiffre d'affaires ainsi que du bénéfice brut ont largement contribué à l'augmentation des flux de trésorerie générés. Pour la période de six mois, les flux de trésorerie générés provenant des activités d'exploitation se sont améliorés de 0,9 million \$, une amélioration de 178% comparé à un déficit de trésorerie de 1,2 million \$ enregistré au cours de l'année précédente.

### Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 0,2 million \$ pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2008 en raison de l'acquisition d'équipements réalisés au cours du trimestre afin de supporter les opérations. Durant le deuxième trimestre de 2008, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentaient un montant négatif de 0,4 million \$ pour la même raison. Pour la période de six mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont été de 0,3 million \$ comparé à un déficit de trésorerie de 0,4 million \$ enregistré au cours de l'année précédente.

## **Flux de trésorerie de financement**

Les activités de financement pour le trimestre actuel ont occasionné des sorties de fonds de 0,2 million \$ découlant de remboursements sur la dette à long-terme et se comparent au même montant pour le trimestre de l'exercice financier précédent.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Mitec opère dans des segments de l'industrie qui sont chacun sujets à une variété de risques et d'incertitudes. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourrait en être grandement affecté défavorablement, tel que décrit ci-bas. Des risques et incertitudes additionnelles présentement inconnus de la Société ou présentement non significatifs pourrait avoir un impact défavorable sur son exploitation dans le futur.

### **Incertitude quant à la continuité de l'exploitation**

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des sept derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels afin de sécuriser le financement des opérations;
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2009, la Société a conclu les transactions suivantes afin d'aborder certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications
- b. La Société a annoncé qu'elle avait prolongé la date d'expiration de droits de souscriptions d'actions ordinaires pour une période additionnelle de 6 mois, soit jusqu'au 3 avril 2009, compte tenu de la forte période de turbulence que connaissaient les marchés financiers.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

### **Risque lié à l'industrie**

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil. Étant donné que le marché du sans fil commercial n'a commencé à se redresser que récemment, il est difficile de prédire s'il prendra de l'expansion, ou, le cas échéant, le rythme auquel il le fera. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des

consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

### **Dépendance à l'égard de quelques clients**

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a réalisé 32 % de son chiffre d'affaires auprès de deux clients principaux (38 % pour le second trimestre de l'exercice 2008) et 53 % de son chiffre d'affaires pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008 (32 % pour la même période de l'exercice 2008). La Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

### **Secteur d'activité des clients**

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écoupons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

### **Risque lié à la production**

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un quelconque de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquerons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire

en pertes si nous ne parvenions pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

### **Risque lié à l'exploitation**

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

### **Changements technologiques**

Mitec est conscient de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

### **Cadres supérieurs et autres employés clés**

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin de mitiger ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché, et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

### **Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger**

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

### **Conjoncture économique**

Une conjoncture défavorable est susceptible de nuire aux activités de la Société. Par exemple, le ralentissement de la production en raison d'une conjoncture défavorable pourrait entraîner des coûts importants au titre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

### **Conversion de devises**

#### **a. Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

#### **b. Activités étrangères**

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd., et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

### **Taux de change**

Une partie substantielle du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en monnaie étrangère, surtout en dollars américains, et peut être affectée de manière défavorable par des fluctuations importantes des cours. La Société n'a pas encore conclu de contrat de couverture de taux de change durant l'exercice 2009. De plus, la Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars américains (\$US) et elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	<b>Au 31 octobre 2008</b>	
	<b>RMB</b>	<b>\$ US</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>18 126</b>	<b>1 211</b>
Débiteurs	<b>30 140</b>	<b>1 432</b>
Créditeurs et charges à payer	<b>35 917</b>	<b>1 998</b>

### **Questions d'ordre environnemental**

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

### **Fluctuation du cours des actions**

Le cours des actions ordinaires de la Société, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclu, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours des actions ordinaires de Mitec s'avère très instable et pourrait le demeurer.

## **OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS**

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société:

Paiement par périodes <i>(en milliers de dollars)</i>	<b>Total</b>	1 an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	<b>1 068</b>	1 068	—	—	—
Contrats de location-exploitation	<b>1 175</b>	338	611	226	—
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>2 783</b>	1 946	611	226	—

*Toutes les données sont au 31 octobre 2008*

### **ÉLÉMENTS HORS BILAN**

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

### **MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES**

En date du 1er mai 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

## **Stocks**

Le chapitre 3031 du Manuel, « Stocks », remplace le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre prescrit l'évaluation des stocks au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il fournit des directives sur la détermination du coût, interdit l'utilisation future de la méthode du dernier entre premier sorti (« DEPS ») et exige la reprise des réductions de valeur lorsqu'il s'ensuit une hausse de la valeur des stocks. Il exige également de fournir de plus amples renseignements sur les stocks et le coût des ventes, notamment les conventions comptables, les valeurs comptable et le montant des réductions de valeur des stocks. L'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

## **Informations à fournir concernant le capital**

Le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », établit les normes de la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Il décrit l'information à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital, les données quantitatives que doit fournir l'entité sur ce qu'elle considère comme faisant partie du capital, l'information quant au fait que l'entité se conforme à toutes les exigences en matière de capital et si elle ne s'y conforme pas, les conséquences de cette inapplication. Les exigences en matière d'information financière relatives au chapitre 1535 sont présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires.

## **Instruments financiers – informations à fournir**

Le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », décrit l'information à fournir de façon à pouvoir évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, de même que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers. Il reporté à un exercice ultérieur les exigences de présentation du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Les exigences en matière d'information financière relatives à ces nouveaux chapitres 3863 sont présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires.

## **Normes générales de présentation des états financiers**

Le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », a été modifié pour inclure les exigences concernant l'évaluation de la capacité de l'entité de continuer son exploitation et l'information à fournir à cet égard. La Société a effectué l'évaluation requise à la fin de présent trimestre et a conclu qu'une mention dans les états financiers consolidés intermédiaires était requise.

## **CHANGEMENTS FUTURS DES CONVENTIONS COMPTABLES**

### **Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherché et de développement**

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent pour la Société à compter du 1er octobre 2008 quand à la divulgation d'information financière annuelle ou intermédiaire. Le chapitre 3064 du Manuel « Écart d'acquisition et actifs incorporels », remplacera le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblant les PCGR au Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

### **Normes internationales d'information financière**

L'ICCA planifie la convergence des PCGR du Canada avec les IFRS sur une période transitoire qui se terminera en 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de la convergence vers les IFRS sur ses états financiers et n'a pas de plan définitif à ce jour.

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES**

Pour dresser ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours

des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés en utilisant les meilleurs estimés faites par la direction basés sur des hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action planifié. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, les impôts futurs, la rémunération à base d'actions, le taux d'escompte utilisé pour la comptabilisation des débetures convertibles, les frais légaux à payer, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importante. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

### **Évaluation des stocks**

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

### **Dépréciation d'actifs à long terme**

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

### **Écart d'acquisition**

Au moins une fois par année, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net. Il n'y a pas eu de dépréciation de l'écart d'acquisition durant l'exercice.

### **Provision pour créances douteuses**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues d'après la situation actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un quelconque de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

### **Actifs d'impôts futurs**

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectif et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs considérés comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

### **Provision pour garanties**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 31 octobre 2008 ont été jugées adéquates.

### **Rémunération à base d'actions**

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 31 octobre 2008, un total de 13 756 950 options sur actions étaient en cours dont 9 422 167 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

### **Engagements et éventualités**

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

## **OPÉRATIONS PROJETÉES**

La Société étudie régulièrement les occasions de regroupement d'entreprises, de dessaisissement qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires.

## **PERSPECTIVES**

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration ainsi que concentrer ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

## **CONTÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Conformément à la norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des certificats signés par le président et chef de la direction et par le vice-président, finances et chef de la direction financière, qui font notamment état de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de six mois terminée le 31 octobre 2008 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION**

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 25 novembre 2008. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Au 25 novembre 2008, 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 13 628 050 options sur actions.

**MITEC TELECOM INC.**  
**BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 octobre 2008 \$	Au 30 avril 2008 \$
	<i>Non vérifié</i>	<i>Vérifié</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 176	4 784
Placements à court terme	79	77
Comptes clients	10 854	10 036
Autres débiteurs	739	630
Impôts sur les bénéfices recouvrables	669	839
Stocks	8 164	8 759
Charges payées d'avance et autres charges	633	580
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>26 314</b>	<b>25 705</b>
Immobilisations corporelles	5 563	6 110
Actifs incorporels	3 730	4 284
Écart d'acquisition	3 598	3 598
Placements	25	25
Charges reportées	—	321
	<b>39 230</b>	<b>40 043</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	11 026	11 373
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	1 057	382
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>12 083</b>	<b>11 755</b>
Dette à long terme	—	742
Impôts futurs	487	515
	<b>12 570</b>	<b>13 012</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires (note 4)	132 158	132 097
Bons de souscription (note 4)	1 925	1 931
Composante des capitaux propres des débentures convertibles	36	46
Surplus d'apport	9 692	9 223
Déficit	(116 512)	(115 372)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(639)	(894)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>26 660</b>	<b>27 031</b>
	<b>39 230</b>	<b>40 043</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

**MITEC TELECOM INC.****ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>10 568</b>	7 978	<b>25 499</b>	15 581
Coût des ventes	<b>8 202</b>	6 281	<b>19 967</b>	11 821
<b>Bénéfice brut</b>	<b>2 366</b>	1 697	<b>5 532</b>	3 760
<b>Charges</b>				
Dépenses de recherche et développement	<b>1 136</b>	1 129	<b>2 149</b>	2 136
Frais de vente et d'administration	<b>1 714</b>	1 582	<b>3 248</b>	3 047
Amortissement des actifs incorporels	<b>273</b>	283	<b>578</b>	510
Charges financières ( <i>note 7</i> )	<b>202</b>	117	<b>388</b>	169
Perte (gains) de change	<b>(342)</b>	768	<b>(450)</b>	1 013
Intérêts créditeurs	<b>(6)</b>	(3)	<b>(13)</b>	(6)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	<b>351</b>	—	<b>351</b>	—
Rémunération à base d'actions	<b>247</b>	162	<b>449</b>	210
	<b>3 575</b>	4 038	<b>6 700</b>	7 079
Perte avant impôts sur les bénéfices	<b>(1 209)</b>	(2 341)	<b>(1 168)</b>	(3 319)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	<b>(14)</b>	—	<b>(28)</b>	—
<b>Perte nette de la période</b>	<b>(1 195)</b>	(2 341)	<b>(1 140)</b>	(3 319)
Variation nette de la perte de conversion non réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes	<b>233</b>	(284)	<b>255</b>	(351)
<b>Résultat étendu de la période</b>	<b>(962)</b>	(2 625)	<b>(855)</b>	(3 670)
<b>Perte de base et dilué par action ordinaire</b>	<b>(0,01)</b>	(0,01)	<b>(0,01)</b>	(0,02)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>220 651 370</b>	191 963 423	<b>220 666 776</b>	190 181 668

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES INTERMÉDIAIRES**

(En milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

Non vérifié

	Actions ordinaires	Bons de souscription	Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres	
	# (000s)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Note	4	4	4					
Solde au 30 avril 2007	174 502	125 631	1 311	—	8 645	(108 951)	(917)	25 719
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	210	—	—	210
Émises pour l'acquisition d'une entreprise	32 841	4 883	—	—	—	—	—	4 883
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	—	—	753	46	—	—	—	799
Émises suite à l'exercice des options d'achat d'actions	300	60	—	—	(27)	—	—	33
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	(351)	(351)
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	(3 319)	—	(3 319)
<b>Solde au 31 octobre 2007</b>	<b>207 643</b>	<b>130 574</b>	<b>2 064</b>	<b>46</b>	<b>8 828</b>	<b>(112 270)</b>	<b>(1 268)</b>	<b>27 974</b>
<b>Solde au 30 avril 2008</b>	<b>220 312</b>	<b>132 097</b>	<b>1 931</b>	<b>46</b>	<b>9 223</b>	<b>(115 372)</b>	<b>(894)</b>	<b>27 031</b>
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	354	43	—	—	—	—	—	43
Effet des charges reportées des débetures convertibles	—	18	—	(10)	14	—	—	22
Bons de souscription expirés	—	—	(6)	—	6	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	449	—	—	449
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	255	255
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	(1 140)	—	(1 140)
<b>Solde au 31 octobre 2008</b>	<b>220 666</b>	<b>132 158</b>	<b>1 925</b>	<b>36</b>	<b>9 692</b>	<b>(116 512)</b>	<b>(639)</b>	<b>26 660</b>

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	2008	31 octobre 2007	2008	31 octobre 2007
	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Perte nette	(1 195)	(2 341)	(1 140)	(3 319)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées	619	802	1 373	1 552
Perte à la cession et à la dépréciation d'immobilisations corporelles	351	3	351	36
Rémunération à base d'actions	247	162	449	210
Charge de désactualisation du passif à long terme	118	72	246	93
Recouvrement d'impôt sur les bénéfices	(14)	—	(28)	—
	126	(1 302)	1 251	(1 428)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies (note 5)	2 113	1 839	(306)	208
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>2 239</b>	<b>537</b>	<b>945</b>	<b>(1 220)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(152)	(182)	(301)	(206)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	—	—	14
Acquisitions de placements à court terme	—	(77)	(79)	(152)
Ventes de placements à court terme	—	75	77	150
Acquisition de placements	—	(251)	—	(251)
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(152)</b>	<b>(435)</b>	<b>(303)</b>	<b>(445)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Remboursement de la dette à long terme	(156)	(125)	(250)	(252)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>(156)</b>	<b>(125)</b>	<b>(250)</b>	<b>(252)</b>
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	—	(68)	—	(117)
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>1 931</b>	<b>( 91)</b>	<b>394</b>	<b>(2 034)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 245	4 343	4 784	6 286
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>5 176</b>	<b>4 252</b>	<b>5 176</b>	<b>4 252</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## **MITEC TELECOM INC.**

### **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

#### **1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION**

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Au cours des sept derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les ressources financières qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

3. Approcher des prêteurs potentiels pour assurer le financement des opérations.
4. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les activités des télécommunications et des communications par satellite.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal de ses affaires.

#### **2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PGCR ») du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2008 à l'exception des modifications mentionnées à la note 3 des états financiers intermédiaires. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels.

## **MITEC TELECOM INC.**

### **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

#### **3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES**

En date du 1<sup>er</sup> mai 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

##### **Stocks**

Le chapitre 3031 du Manuel, « Stocks », remplace le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre prescrit l'évaluation des stocks au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il fournit des directives sur la détermination du coût, interdit l'utilisation future de la méthode du dernier entré premier sorti (« DEPS ») et exige la reprise des réductions de valeur lorsqu'il s'ensuit une hausse de la valeur des stocks. Il exige également de fournir de plus amples renseignements sur les stocks et le coût des ventes, notamment les conventions comptables, les valeurs comptable et le montant des réductions de valeur des stocks. L'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

##### **Informations à fournir concernant le capital**

Le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », établit les normes de la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Il décrit l'information à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital, les données quantitatives que doit fournir l'entité sur ce qu'elle considère comme faisant partie du capital, l'information quant au fait que l'entité se conforme à toutes les exigences en matière de capital et si elle ne s'y conforme pas, les conséquences de cette inapplication. Les exigences en matière d'information financière relatives au chapitre 1535 sont présentées à la note 8.

##### **Instruments financiers – informations à fournir**

Le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », décrit l'information à fournir de façon à pouvoir évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, de même que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers. Il reporté à un exercice ultérieur les exigences de présentation du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Les exigences en matière d'information financière relatives à ces nouveaux chapitres 3863 sont présentées à la note 9.

##### **Normes générales de présentation des états financiers**

Le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », a été modifié pour inclure les exigences concernant l'évaluation de la capacité de l'entité de continuer son exploitation et l'information à fournir à cet égard. La Société a effectué l'évaluation requise à la fin de présent trimestre et a conclu qu'une mention à la note 1 des présents états financiers était requise.

**MITEC TELECOM INC.**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

**3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

**Effets des nouvelles normes comptables non encore entrées en vigueur**

**Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherché et de développement**

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent pour la Société à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 quant à la divulgation d'information financière annuelle ou intermédiaire. Le chapitre 3064 du Manuel « Écart d'acquisition et actifs incorporels », remplacera le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblant les PCGR au Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

**Normes internationales d'information financière**

L'ICCA planifie la convergence des PCGR du Canada avec les IFRS sur une période transitoire qui se terminera en 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de la convergence vers les IFRS sur ses états financiers et n'a pas de plan définitif à ce jour.

**4. CAPITAL SOCIAL**

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

**Actions ordinaires émises et en circulation**

	<b>Au</b>	
	<b>31 octobre 2008</b>	
	<b>#</b>	<b>\$</b>
<b>Solde au début de la période</b>	<b>220 312 465</b>	<b>132 097</b>
Variations au cours de la période:		
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	<b>354 331</b>	<b>43</b>
Effet des charges reportées des débetures convertibles	<b>—</b>	<b>18</b>
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>220 666 756</b>	<b>132 158</b>

**Bons de souscription**

	<b>Au</b>	
	<b>31 octobre 2008</b>	
	<b>#</b>	<b>\$</b>
<b>Solde au début de la période</b>	<b>38 016 168</b>	<b>1 931</b>
Variations au cours de la période:		
Échus	<b>(187 500)</b>	<b>(6)</b>
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>37 828 668</b>	<b>1 925</b>

**MITEC TELECOM INC.**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

**4. CAPITAL SOCIAL (suite)**

Les bons de souscription en cours sont les suivants :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au 31 octobre 2008	
			#
0,10	3 avril 2009	4 650 000	
0,18	17 octobre 2009	13 888 889	
0,22	30 mars 2009	19 289 779	
		<b>37 828 668</b>	

Pour les périodes terminées les 31 octobre 2008 et 2007, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

**Résultat par action**

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est comme suit :

	Au 31 octobre	
	2008	2007
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 776	190 181 668
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	150 000	15 833 000
<b>Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>220 816 776</b>	<b>206 014 668</b>

**Régime d'options sur actions**

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours :

	Au 31 octobre 2008	
	Nombre	\$
<b>Solde au début de la période</b>	<b>14 533 950</b>	<b>0,41</b>
Attribuées	150 000	0,09
Frappées d'extinction	(359 900)	0,25
Échues	(568 000)	1,36
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>13 756 050</b>	<b>0,20</b>
<b>Options exerçables à la fin de la période</b>	<b>9 422 167</b>	<b>0,20</b>

## MITEC TELECOM INC.

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

#### 5. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

##### Pour les trois mois terminés les

##### Pour les six mois terminés les

	31 octobre		31 octobre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	5 753	(397)	(734)	(1 973)
Stocks	590	(283)	595	61
Charges payées d'avance et autres charges	(160)	5	(53)	(36)
Impôts sur les bénéfices recouvrables	(25)	(25)	200	419
Créditeurs et charges à payer	(4 047)	2 539	(314)	1 737
	<b>2 111</b>	<b>1 839</b>	<b>(306)</b>	<b>208</b>
Intérêts payés	147	18	161	49
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	157	240	348	482
Frais de vente et d'administration et de recherche et développement	61	87	126	175
	<b>218</b>	<b>327</b>	<b>474</b>	<b>657</b>
L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit :				
Frais de vente et d'administration et recherche et développement	273	283	578	510
L'amortissement des charges reportées a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	79	117	195	241
Frais de vente et d'administration	26	58	61	75
Frais de recherche et développement	25	38	65	69
	<b>130</b>	<b>213</b>	<b>321</b>	<b>385</b>

#### 6. INFORMATIONS SECTORIELLES

##### a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activité sont les télécommunications («Télécommunications»), et les communications par satellites et terrestres («Satellites»). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires. Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

**MITEC TELECOM INC.****NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

**6. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)**

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	4 073	2 189	6 495	5 789	10 568	7 978
Coût des ventes	3 502	1 844	4 700	4 437	8 202	6 281
Bénéfice brut	571	345	1 795	1 352	2 366	1 697
Amortissement des immobilisations corporelles	133	223	85	105	218	327
Amortissement des actifs incorporels	108	120	165	163	273	283
Charges					3 084	3 428
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(14)	—
<b>Perte nette de la période</b>					<b>(1 195)</b>	<b>(2 341)</b>

Les informations pour chaque secteur pour les six mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	14 467	5 162	11 032	10 419	25 499	15 581
Coût des ventes	11 811	4 081	8 156	7 740	19 967	11 821
Bénéfice brut	2 656	1 081	2 876	2 679	5 532	3 760
Amortissement des immobilisations corporelles	280	447	194	210	474	657
Amortissement des actifs incorporels	217	242	361	268	578	510
Charges					5 648	5 912
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(28)	—
<b>Perte nette de la période</b>					<b>(1 140)</b>	<b>(3 319)</b>

La ventilation des actifs pour chaque secteur est la suivante :

	Au 31 octobre 2008		
	Télécommunications	Satellites	Total
Actifs à court terme	9 072	12 978	22 050
Actifs à long terme	2 940	9 958	12 898
	12 012	22 936	34 948
Autres			4 282
			<b>39 230</b>

## MITEC TELECOM INC.

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

#### 6. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

##### b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Canada	6 392	6 131	11 774	11 167
États-Unis	709	3	844	3
Asie	3 836	1 910	14 095	4 674
Inter-pays	(369)	(66)	(1 214)	(263)
	10 568	7 978	25 499	15 581

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Canada	394	211	536	392
États-Unis	4 574	2 753	6 662	5 388
Europe	1 414	2 244	2 366	4 519
Asie	1 326	1 394	11 991	3 277
Autres	2 860	1 376	3 944	2 005
	10 568	7 978	25 499	15 581

#### 7. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	6	20	15	42
Intérêts sur les débentures convertibles	65	10	100	10
Charges reportées	118	72	246	93
Frais bancaires et autres frais	13	15	27	24
	202	117	388	169

#### 8. GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose des capitaux propres et de la dette à long terme. La Société gère son capital de manière à s'assurer que la Société pourra poursuivre ses activités malgré l'incertitude quant à la continuité de l'exploitation et qu'elle pourra continuer à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance interne et d'entreprendre des acquisitions ciblées tout en maintenant une approche conservatrice à l'égard de leviers financiers et de la gestion du risque financier. La Société gère son capital et y apporte des ajustements à l'action des conditions économiques et des caractéristiques de son environnement externe. A fin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions et de nouveaux titres de créances ou conclure des ententes de location-acquisition.

La Société n'a jamais, historiquement, payé de dividendes à ses actionnaires. La Société est tenue de se conformer à certaines clauses financières restrictives.

**MITEC TELECOM INC.**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

**9. INSTRUMENTS FINANCIERS**

Le classement des instruments financiers en date du 31 octobre 2008 et du 30 avril 2008 ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives se présentent comme suite :

	<b>Actifs détenus</b>	<b>Disponible à la vente</b>	<b>Prêts et créances</b>	<b>Autres passifs financiers</b>	<b>Valeur comptable</b>	<b>Juste valeur</b>
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Au 31 octobre 2008</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 176				5 176	5 176
Placements à court terme		79			79	79
Comptes clients			10 854		10 854	10 854
Autres débiteurs			739		739	739
Placements		25			25	25
Créditeurs et charges à payer				11 104	11 104	11 104
Dette à long terme et convertible débetures				1 057	1 057	1 057
<b>Au 30 avril 2008</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 784				4 784	4 784
Placements à court terme		77			77	77
Comptes clients			10 036		10 036	10 036
Autres débiteurs			630		630	630
Placements		25			25	25
Créditeurs et charges à payer				11 373	11 373	11 373
Dette à long terme et convertible débetures				1 124	1 124	1 124

**Juste valeur**

La juste valeur est le montant de la contrepartie convenu dans le cadre d'une opération entre parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La Société a recours aux méthodes et hypothèses suivantes pour établir la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers pour lesquelles la valeur comptable est incluse dans le bilan intermédiaire non vérifié, comme suit :

- **Actifs détenus**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur

## **MITEC TELECOM INC.**

### **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

#### **9. INSTRUMENTS FINANCIER (suite)**

- **Disponible à la vente**

Les placements à court terme et les placements sont classés comme disponibles à la vente et sont évalués à leur juste valeur. Les investissements dans des sociétés privées sont évalués au coût puisqu'il n'y a pas d'information fiable pouvant justifier la juste valeur de ces investissements

- **Prêts et créances**

Comptes clients et autres débiteurs – La valeur comptable se rapproche raisonnablement de la juste valeur en raison de la nature à court terme des instruments financiers.

- **Autres passifs financiers**

Créditeurs et charges à payer, dette à long terme et débetures subordonnées non garanties convertibles – La valeur comptable inscrite au bilan est évaluée au coût ares amortissement, qui se rapproche de la juste a leur en raison de la nature à court terme des créditeurs et charges à payer. La valeur comptable de la composante dette des débetures subordonnées non garanties convertibles se rapproche de leur juste valeur, puisque les taux d'intérêt n'ont pas varié de façon importante depuis leur émission et que la valeur comptable est portée progressivement à la valeur nominale jusqu'à l'échéance des débetures, de sorte que ces dernières seront comptabilisées à la totalité de leur valeur au moment où elles viendront à échéance et deviendront exigibles.

#### **Risque découlant des instruments financiers**

La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

#### **Risque de crédit**

Nos équivalents de trésorerie et nos placements à court terme sont détenus par l'intermédiaire de diverses institutions. Les équivalents de trésorerie sont principalement des placements dans des acceptations bancaires canadiennes facilement convertibles en un montant au comptant connu dont la valeur ne risque pas de changer de façon importante et dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins à compter de la date d'acquisition. Les placements à court terme sont principalement des placements dans des acceptations bancaires canadiennes facilement convertibles en un montant au comptant connu dont la valeur ne risque pas de changer de façon importante et qui sont assorties d'une échéance initiale de trois mois à un an à compter de la date d'acquisition. Les placements à court terme sont tous effectués auprès de grandes institutions financières canadiennes.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue régulièrement des évaluations du crédit de ses clients et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont constituées en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des comptes clients, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques.

Deux (2007 - un) clients représentaient 32 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008 (2007 - 38 %) et 40 % des débiteurs au 31 octobre 2008 (au 31 octobre 2007 – 24 %). Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008, ces mêmes clients représentaient 53% du chiffre d'affaires (2007 – 32%). Pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008, les mêmes deux clients représentaient 84 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2007 – 97 %) et 92% du chiffre d'affaires réalisé dans le secteur Télécommunications pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008 (2007 – 95%).

**MITEC TELECOM INC.****NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 octobre 2008

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

**9. INSTRUMENTS FINANCIER (suite)****Risque de liquidité**

La politique de placement de la Société consiste à investir son encaisse excédentaire dans des titres de qualité supérieure à échéances diverses, choisis en fonction du calendrier prévu des dépenses devant être effectuées dans le cadre des activités poursuivies.

**Risque du taux de change**

La Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars américains (\$ US ). Elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	<b>Au 31 octobre</b>	
		<b>2008</b>
	<b>RMB</b>	<b>\$ US</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>18 126</b>	<b>1 211</b>
Débiteurs	<b>30 140</b>	<b>1 432</b>
Créditeurs et charges à payer	<b>35 917</b>	<b>1 998</b>

Selon les éléments susmentionnés au 31 octobre 2008, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constants, une diminution ou une augmentation de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain entraînerait une augmentation (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 312 \$ / (312\$).